

L'hon. CH. STEWART (Edmonton): Très drôle.

Le très hon. M. BENNETT: Mon honorable ami de Edmonton rit de si bon cœur qu'il doit avoir reçu des nouvelles de l'assemblée d'Edmonton. La réunion du soir avait pour objet d'étudier les moyens de déloger le gouvernement actuel. On en est venu à la conclusion que l'attaque de front risquait fort d'échouer et qu'il valait mieux procéder de flanc. En sorte que pour le moment le plan d'attaque se résume à des écrits. J'en ai à la main un exemplaire dactylographié abandonné par M. Massey en cours de route dans l'Ouest. Je suis sûr que mes honorables amis de Winnipeg-Centre-Nord (M. Woodsworth) et de Hamilton-Est (M. Mitchell) reconnaîtront le grand hommage qui leur est rendu. Le morceau n'est pas intitulé: "La politique du parti libéral."

M. VALLANCE: Cela vient-il de Calgary?

Le très hon. M. BENNETT: Il est arrêté à Calgary. Il y a réuni six personnes, je veux dire le soir; car il y avait foule à l'assemblée du club.

M. VALLANCE: Soixante mille à la prochaine élection.

Le très hon. M. BENNETT: Je ne voudrais pas être aussi précis: A Fort-William, quelques fidèles s'assemblèrent et aucun d'eux ne s'avisa de refuser de souscrire à ces principes à raison d'objection de principe. Il s'en montra reconnaissant, dit le rapport "Le malaise général recrute plus de votes qu'aucune autre méthode" a-t-il dit. Non, le mémoire que j'ai sous les yeux n'est pas intitulé: "La politique du parti libéral", mais: "La Ligue de reconstruction sociale". Je cite:

La Ligue de reconstruction sociale est une association d'hommes et de femmes visant à l'établissement en Canada d'un ordre social fondé sur le principe que la production, la distribution et les services doivent s'inspirer du bien général, plutôt que du profit individuel.

Le capitalisme est devenu actuellement injuste inhumain, ruineux au point de vue économique, et une menace permanente pour la paix et le gouvernement démocratique. Il a engendré partout la lutte autour des matières premières et des marchés, qui a conduit à cette concurrence internationale des armements, cause de la dernière guerre et menace permanente de nouveaux conflits. Dans les pays fortement industrialisés, il a abouti à la concentration de la richesse aux mains d'une petite minorité irresponsable de banquiers et d'industriels, dont la puissance économique menace constamment de ruiner notre politique démocratique.

Je m'explique que mon honorable ami d'Edmonton-Ouest ait tant de peine à conserver son sérieux habituel. Je continue de citer:

[Le très hon. M. Bennett.]

En Canada, la conséquence se traduit en une société où le bien de l'agriculteur, de l'ouvrier et du salarié...

Il n'en oublie pas.

...soit la grande majorité de la population—est ordinairement sacrifiée à cette petite minorité. La masse est restée pauvre et sans protection contre l'avenir, en dépit de nos abondantes ressources naturelles. Une production non ordonnée la condamne à des périodes de prospérité fiévreuse dont la principale partie des profits va aux profiteurs et aux spéculateurs, suivies de dépressions désastreuses qui aggravent l'inquiétude, l'incertitude et les souffrances des petites.

Nous sommes convaincus que c'est le mal inhérent de tout système dont le profit individuel est le principal stimulant. Nous visons donc à établir en Canada un nouvel ordre social qui substituera au système désordonné de l'individualisme actuel un régime ordonné et socialisé, de manière à remplacer les inégalités manifestes du présent par l'égalité approximative entre tous les hommes qui mettrait fin à la domination d'une classe par une autre.

L'hon. CH. STEWART (Edmonton): Le premier ministre lit-il les déclarations de H. W. Wood de Calgary?

Le très hon. M. BENNETT: Non. Ceci est de M. Massey, le nouvel organisateur du parti libéral. C'est un exposé du socialisme de parade de ce parti. Mais attendez d'avoir entendu le reste de ce document:

Comme mesures essentielles pour en arriver à l'établissement de ce nouvel ordre de choses nous recommandons d'abord:

1. La nationalisation et l'exploitation par l'Etat des grands services publics concernant le transport, les communications, l'énergie électrique, et les autres industries qui sont en passe de devenir des monopoles.

2. La nationalisation des banques et des autres institutions financières en vue de réglementer toutes les opérations de crédit et de placement.

3. Le développement des coopératives agricoles pour la production et la vente des produits agricoles.

4. Une législation sociale garantissant au travailleur des revenus et des loisirs suffisants, la liberté d'association, l'assurance en cas de maladie, d'accident, de vieillesse, et de chômage, et une voix effective dans l'administration de son industrie.

5. L'établissement de services publics d'hygiène, d'hôpitaux, et de soins médicaux.

6. L'impôt progressif sur le revenu et une taxe sur les héritages.

Je suis certain que l'honorable député d'Acadia (M. Gardiner) a entendu cela.

7. La création d'une commission nationale d'urbanisme.

8. L'attribution au Canada du pouvoir de modifier et d'interpréter la constitution canadienne de manière à permettre au gouvernement fédéral d'assumer la direction du développement économique national.

Je demande aux honorables députés de Québec de noter cet article. Il signifie la suppression de votre constitution et de vos libertés provinciales.